

Le méridien du sang
préface pour l'édition française

L'Irak d'aujourd'hui reste un pays d'insupportable souffrance, telle que seuls des êtres humains agissant au nom d'États et de gouvernements – autoritaires ou démocratiques – peuvent en infliger à d'autres êtres humains. L'invasion de l'Irak a coûté la vie à plus de cinq cents soldats américains, et à plus de cent soldats des autres pays de la coalition. Plus de quatre mille hommes ont été gravement blessés et à peu près autant ont été rapatriés pour des dépressions sévères. Chaque jour ou presque, on compte de nouveaux morts et blessés. Pour le contribuable américain, le coût de l'invasion se monte d'ores et déjà à cent vingt milliards de dollars, et ce chiffre ne fait qu'augmenter. Depuis le début des opérations, elle aurait fait quelque dix mille morts du côté irakien, et ce chiffre, lui aussi, augmente sans cesse. Et un an après la chute de Bagdad, la résistance à la guerre continue – mais pas dans les chancelleries européennes, qui ont conclu leur propre paix avec l'administration Bush.

Chirac, qui plastronnait à Alger, fêté pour ses couplets antiguerre, est remonté à bord du mastodonte américain. En janvier 2004, sa ministre de la Défense s'est rendue au Pentagone pour convaincre Rumsfeld que la France restait un pays ami, un proche allié. Lui a-t-elle proposé davantage ? Après tout, il reste des troupes françaises dans plusieurs ex-colonies

africaines, et l'expérience militaire des Français pourrait être utile en Irak.

L'Irak d'aujourd'hui est le premier pays où l'on peut étudier l'impact d'une soumission-colonisation d'un peuple au XXI^e siècle. C'est pour empêcher cette calamité que, le 15 février 2003, plus de dix millions de personnes ont défilé dans le monde. Je suppose que bien des lecteurs de ce livre ont participé à l'une ou l'autre de ces manifestations. Mais comment se fait-il que ceux qui se sont activement opposés à la guerre restent passifs face à l'occupation ? Serait-ce que la mentalité coloniale, dont on espérait qu'elle appartenait au mauvais vieux passé, reste enfouie dans l'inconscient collectif du Nord ? Avec la conviction qu'il faut bombarder la civilisation occidentale sur les citoyens des États récalcitrants ? Ou s'agit-il d'un simple désir de faire le bien, l'impérialisme étant considéré comme un savant mélange d'action humanitaire et de McDonald ? Ou peut-être y en a-t-il parmi vous qui étaient contre la guerre mais qui pensent néanmoins que le retrait des troupes serait une erreur et que l'occupation-colonisation est un moindre mal ? Était-ce pareil à l'époque où Mussolini a occupé l'Albanie et l'Abyssinie et quand Hitler avançait sur l'Europe ? Certes, c'étaient des dictateurs fascistes. Mais si des hommes politiques élus se comportent de la même façon, pourquoi leur action serait-elle plus acceptable ? Pour ceux qui sont du côté de la réception, il n'y a guère de différence.

Contre la guerre mais pour l'occupation ? C'est là sans nul doute l'opinion des dirigeants du PS, et de ceux de leurs amis qui ont une tribune ouverte dans *Le Monde*. Ils préféreraient une action sous le couvert de l'ONU, même si cela ne changeait rien à l'occupation ni à la résistance. Aux États-Unis mêmes, la décision de dénommer la lutte des Irakiens « guérilla » menée par des « insurgés » plutôt que « résistance »

a été prise par les rédactions du *Los Angeles Times* et du *New York Times*, par-dessus la tête des journalistes qui couvrent la guerre sur le terrain. En France, il est déplorable, impardonnable que des intellectuels de centre-gauche se soient faits propagandistes de l'occupation. C'est refuser au peuple irakien le droit de choisir son avenir. C'est admettre que le « Conseil national irakien » est autre chose qu'un instrument aux mains des Américains.

Ce que je voudrais dire, c'est que si l'on ne peut guère attendre de la droite française qu'elle appuie un mouvement de résistance contre une occupation impériale, l'opposition se trompe si elle pense que la combinaison Guantanamo + Gaza signifie « liberté pour l'Irak ». Tous les articles qui paraissent dans la presse américaine montrent que la brutalité coloniale y est bien implantée. En première page du *New York Times*, le 7 décembre 2003, une longue dépêche (*Barriers, Detention and Razings Begin to Echo Israel's Anti-Guerrilla Methods* – Barrages, détentions et destructions rappellent étrangement les méthodes anti-guérilla israéliennes) commençait ainsi : « Tandis que la guerre de harcèlement s'intensifie contre les insurgés irakiens, les soldats américains se sont mis à encercler de barbelés des villages entiers. Dans certains cas, ils démolissent des maisons soupçonnées de servir de base aux attaques irakiennes. Ils ont commencé à mettre en prison les parents des suspects dans l'espoir d'amener les insurgés à se rendre. » Cela ne vous rappelle rien ? C'est l'occupation coloniale en marche. C'est un écho de l'Algérie, du Vietnam, d'Aden, d'Irak du temps des Anglais, d'Angola, d'Afrique du Sud. À cet égard, le régime de Berlusconi, méprisé à juste titre par beaucoup d'entre vous, est plus cohérent que la France. Après tout, l'Italie a soutenu la guerre. Et il était tout naturel qu'elle envoie des troupes

pour démontrer sa loyauté envers l'Empire américain, comme l'ont fait les pays de l'Est, passés en douceur d'une allégeance à une autre sans perdre pour autant leur statut d'États satellites.

Le côté ironique, c'est que les militaires américains savent mieux que les libéraux italiens ce qui est en jeu. En octobre 2003, le personnel du Pentagone a été invité à une projection spéciale d'un vieux film, *La Bataille d'Alger*, de Gillo Pontecorvo, un classique de l'anticolonialisme qui fut autrefois interdit en France. On peut penser que le but de cette séance était purement pédagogique. Ce qui veut dire que le Pentagone – sinon ses hommes de paille – a au moins compris que la résistance en Irak est en train de prendre le cours habituel des luttes anticoloniales. Les scènes qui montrent les actions du maquis algérien il y a presque un demi-siècle auraient pu être filmées la semaine dernière dans les avenues de Faloudja ou les ruelles de Bagdad. Alors comme aujourd'hui, ces actions sont qualifiées de «terroristes». Alors comme aujourd'hui, les prisonniers étaient torturés, les maisons de leurs parents étaient détruites, la répression généralisée. Et à la fin, les Français ont dû partir.

Alors que les pertes américaines de l'«après-guerre» dépassent celles de l'invasion, un curieux débat s'ouvre aux États-Unis. Il est difficile de nier que l'Irak sous occupation américaine est dans un pire état que sous Saddam. Il n'y a pas de reconstruction. Le chômage est massif. La vie quotidienne est misérable, les forces d'occupation et leurs sbires sont incapables de satisfaire les besoins élémentaires de la population. Les Américains ne font même pas confiance aux Irakiens pour faire le ménage de leurs baraquements et importent pour cela des Asiatiques et des Philippins. Ce colonialisme à l'ère du capitalisme néolibéral donne la préférence aux entreprises américaines ou «amies». Dans le meilleur des cas,

l'Irak va devenir une oligarchie du capitalisme et du copinage, dans l'esprit cosmopolite de Bechtel et Halliburton. Aux grandes entreprises américaines, on assure une entière sécurité alors que les institutions publiques, bibliothèques, écoles, hôpitaux, universités, sont à la merci de bandes soigneusement organisées, quand elles n'ont pas été détruites par les bombardements.

Le plan secret de privatisation du pays par la vente de ses actifs, dressé en février 2003, a été révélé par le *Wall Street Journal* qui a pris la peine d'expliquer que «pour bien des conservateurs, l'Irak est un ballon d'essai pour déterminer si les États-Unis sont capables d'implanter le capitalisme de marché à l'américaine à l'intérieur du monde arabe». Inquiet de ces fuites, Bush et Blair ont fait une déclaration conjointe rassurante le 8 avril, affirmant avec insistance que le pétrole irakien et les autres ressources naturelles du pays sont «le patrimoine du peuple d'Irak et ne peuvent être utilisées qu'à son bénéfice». Mais qui décide au nom du peuple irakien ? Bremer-Chalabi ou Chalabi-Bremer ?

Le système de santé irakien qui, avant les sanctions meurtrières, était le meilleur de la région, est en voie de privatisation, sous l'égide d'Abt Associates, cabinet américain spécialisé dans les privatisations, auquel Washington a manifestement pardonné son passé d'«irrégularités comptables». Sa première demande prioritaire est instructive : des voitures blindées pour son personnel. Khudair Abbas, chirurgien orthopédiste et «ministre de la santé» du gouvernement fantoche, s'est récemment vanté à Londres des hôpitaux hypermodernes qui vont être construits pour servir de base à un «système de santé à deux vitesses». Air connu ?

En janvier 2004, le président Bush a encore clarifié la politique américaine en insistant sur l'antique règle :

c'est au vainqueur que vont les dépouilles. Pourquoi les pays qui ont refusé de faire le nécessaire sacrifice du sang (l'Allemagne, la France, la Chine, la Russie etc.) auraient-ils leur part dans le pillage ? L'Union européenne hurle au mauvais coup et ses bureaucrates affirment qu'en écartant les non-belligérants de l'exploitation de l'Irak, les États-Unis s'excluent de la légalité capitaliste. Ces arguments ne pèsent pas grand poids à Washington, mais si la Chine, la Russie et la France demandaient que les États-Unis et la Grande-Bretagne, puissances occupantes, règlent immédiatement les dettes contractées par le régime irakien déchu, ce pourrait être une base de négociations. Quelques os, sous forme de contrats de sous-traitance, pourraient être jetés à la Chine et à l'Union européenne, mais seulement s'ils cessent de pleurnicher et s'ils se tiennent bien en public.

À lui seul, le plan de privatisation, s'il est mené à bien, serait une catastrophe pour la masse des Irakiens – comme c'est déjà le cas pour la plupart des pays d'Amérique latine et d'Asie centrale – mais ici la situation est unique. Ces réformes sont imposées par les chars et beaucoup d'Irakiens les considèrent comme une recolonisation du pays. Et du point de vue militaire, la situation continue à se détériorer, source de grandes difficultés intérieures et de frictions dans le camp occidental.

Pendant la première phase de la colonisation européenne, on accordait des chartes aux compagnies pour lever leurs propres armées et défendre leurs intérêts commerciaux. C'est ainsi que les Compagnies des Indes, anglaise et néerlandaise, occupèrent l'Inde et Java. Plus tard, ce furent les empires qui prirent le contrôle des colonies et consolidèrent les bénéfices. Les Américains ont procédé autrement : leur mot d'ordre a toujours été : « Envoyons-leur les marines ». Le général Smedley Butler, héros célèbre et archi-

décoré des guerres américaines de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, après trente-quatre ans de service armé, se mit à réfléchir sur ses campagnes et écrivit un livre intitulé *La guerre comme racket*, dont il expose la thèse centrale en ces termes : « ...J'ai passé l'essentiel de ma carrière comme homme de main pour le Big Business, pour Wall Street et pour la Banque. Bref, j'ai été un racketteur, un gangster du capitalisme... J'ai contribué à faire du Honduras le pré carré des compagnies fruitières américaines en 1903. J'ai aidé à faire du Mexique, et en particulier de Tampico, un lieu sûr pour les intérêts pétroliers américains en 1914. J'ai fait en sorte que Haïti et Cuba deviennent des endroits convenables, pour que les *boys* de la National City Bank puissent y collecter des fonds. J'ai participé au viol d'une demi-douzaine de républiques d'Amérique centrale, au bénéfice de Wall Street. Il est long, le registre des rackets... »

Le modèle colonial du XXI^e siècle semble combiner les deux approches. Des compagnies spécialisées qui emploient des mercenaires sont chargées d'assurer la « sécurité ». Elles sont payées par les États qui louent leurs services et appuyées par l'armée régulière et en particulier par l'aviation. Mais rien de tout cela ne peut fonctionner si la population reste hostile. La répression de masse ne fait qu'unir le peuple contre les occupants.

C'est tout cet ensemble qui nourrit la résistance, qui amène beaucoup de jeunes à prendre les armes. Rares sont ceux qui seraient prêts à trahir les combattants. C'est là un fait crucial, car sans le soutien tacite de la population, il est virtuellement impossible de mener une longue résistance.

Les *maquis** irakiens ont ébranlé la position de Bush dans son propre pays et ont permis à quelques politiciens démocrates de critiquer la Maison Blanche

– sans, toutefois, la malheureuse Hillary Clinton, les yeux fixés sur le prix qu'elle espère décrocher, sinon cette année, du moins l'année prochaine. Même les *bien-pensants**, qui étaient opposés à la guerre mais soutiennent l'occupation et dénoncent la résistance, savent bien que sans cette résistance ils devraient supporter le chœur de triomphe des va-t-en-guerre. Et, plus important encore, le désastre en Irak a repoussé sine die de nouvelles aventures en Iran et en Syrie.

L'un des spectacles les plus comiques des derniers mois a été donné par Paul Wolfowitz, affirmant au cours d'une conférence de presse à Bagdad que «le principal problème est qu'il y a trop d'étrangers en Irak». Bizarrement, aucun des journalistes occidentaux présents n'a éclaté de rire. La plupart des Irakiens considèrent que les vrais «terroristes étrangers» sont les troupes d'occupation. Car, lorsqu'on occupe un pays, on est obligé à un comportement colonial. C'est le cas même en l'absence de toute résistance, comme dans les protectorats de Bosnie et du Kosovo. Mais en cas de résistance armée, le seul modèle disponible est celui de l'occupation de la Palestine par les Israéliens. Ce sont d'ailleurs des conseillers militaires israéliens qui entraînent actuellement les soldats américains, pour leur apprendre à mater les Arabes récalcitrants.

Ce n'est pas aux commentateurs occidentaux dont les pays soutiennent l'occupation qu'il revient de poser des conditions à ceux qui s'y opposent. Il existe en Irak plus de quarante organisations de résistance, petites et grandes. Il y a des baassistes, des communistes dissidents révoltés par la trahison du parti communiste qui appuie l'occupation, des nationalistes, des groupes de soldats et d'officiers désarmés par l'occupant, des groupes religieux, sunnites pour la plupart et quelques-uns chiites. Et de grands

poètes irakiens qui, comme le montre ce livre, sont la conscience de leur pays.

Il s'agit donc d'une résistance essentiellement irakienne – même s'il ne serait pas surprenant d'apprendre que d'autres Arabes passent la frontière pour donner un coup de main. Et pourquoi pas ? S'il y a des Polonais, des Ukrainiens et des Bulgares à Bagdad et à Nadjaf, des Italiens à Nassiriya, des Anglais à Bassora, des Espagnols à Bagdad, pourquoi les Arabes n'auraient-ils pas le droit de s'entraider eux aussi ? Aujourd'hui, la résistance est décentralisée – comme c'est classiquement le cas au premier stade d'une guerre de guérilla contre une armée d'occupation. Ces groupes évolueront-ils vers le deuxième stade, formeront-ils un Front national de libération de l'Irak ? L'avenir le dira.

Quant à l'idée que l'ONU pourrait agir en qualité d'«honnête courtier», mieux vaut l'oublier, surtout dans ce pays. Sans même parler de ses antécédents d'administrateur des sanctions porteuses de mort, de caution des bombardements anglo-américains pendant douze ans, le Conseil de sécurité s'est discrédité une fois de plus le 16 octobre 2003 en saluant «la réponse positive de la communauté internationale au Conseil de gouvernement largement représentatif» et en «soutenant les efforts du Conseil de gouvernement pour mobiliser le peuple irakien». Et c'est à un imposteur satisfait, Ahmed Chalabi, qu'a été attribué en grande hâte le siège de l'Irak à l'ONU. On se souvient de la façon dont les États-Unis et la Grande-Bretagne ont insisté pour que Pol Pot garde son siège pendant plus de dix ans, après qu'il eut été chassé par les Vietnamiens. La seule norme que reconnaisse aujourd'hui le Conseil de sécurité, c'est la force brutale, et comme il n'y a qu'une seule puissance capable de la déployer, l'ONU, pour beaucoup

de gens du Sud et d'ailleurs, ce sont les États-Unis, malgré tout le spectacle qui vise à montrer le contraire. L'attitude de Bush envers les Nations unies n'est pas sans rappeler celle de Mussolini envers le Parlement italien au début du fascisme, quand il disait aux membres de cette assemblée qu'il pouvait la dissoudre et la transformer en un pilier du fascisme, mais qu'il ne le faisait pas car ils se pressaient tous pour lui lécher les bottes.

L'Orient arabe est actuellement le lieu d'une double occupation, l'occupation américano-israélienne de la Palestine et de l'Irak. Les Palestiniens, initialement démoralisés par la chute de Bagdad, sont désormais encouragés par l'émergence de la résistance irakienne. Après l'écroulement du régime de Saddam Hussein, Ariel Sharon, le seigneur de la guerre israélien, a dit aux Palestiniens : « Soyez raisonnables, maintenant que votre protecteur n'est plus là ». Comme si la lutte des Palestiniens ne dépendait que d'un homme. Cette vieille notion coloniale que, sans chef, les Arabes sont perdus est démentie chaque jour, à Gaza comme à Bagdad. Contrairement à ce voulait faire croire la propagande américaine, la capture de Saddam n'a pas fait cesser la résistance.

Maintenant, Kofi Annan, en bon petit soldat de la Maison Blanche, est prêt à passer à l'action. Le Conseil de sécurité, on l'a vu, a reconnu le gouvernement fantoche en Irak. La France et l'Allemagne sont remontées dans la barque, comme le Canada auquel on a promis de lucratifs contrats. L'occupation de cette terre arabe est désormais soutenue par les pays du Nord. Il ne manque que la couverture officielle par les Nations unies pour pouvoir prétendre qu'il ne s'agit pas d'une occupation impériale, et pour conclure un compromis avec les leaders religieux chiïtes – dont la position est délicate, car la pression populaire les a contraints à organiser des manifes-

tations de masses et à proposer des solutions alternatives à l'occupation.

La question clé est aujourd'hui celle des élections directes. Quel serait leur résultat ? Dans le passé, les clivages politiques traversaient les barrières religieuses et ethniques. Chez les chiïtes et les Kurdes, on trouvait une grande partie des partisans de Kassem et du Parti communiste irakien. Le parti Baas a été fondé à Bassora, et avant l'ère Saddam, beaucoup de ses dirigeants étaient d'origine chiïte. L'armée irakienne comptait des milliers de soldats chiïtes, qui combattirent contre leurs coreligionnaires d'Iran.

C'est la combinaison de la répression menée par Saddam, du virage religieux dans le Nord comme dans le Sud du pays après la première guerre du Golfe, et de l'opportunisme américain (sous forme de subsides et d'armes fournies aux groupes religieux anti-Saddam) qui a conduit à la mainmise totale des dirigeants religieux sur le Sud de l'Irak. La religion est devenue l'expression politique de la résistance non armée à l'occupation. Les deux principaux guides spirituels, Ali al-Sistani et Mouktada al-Sadr, se disputent le soutien populaire. Al-Sadr est violemment hostile à l'occupation et à tous les plans visant à faire de l'Irak une fédération, plans qu'il considère comme le premier temps d'une balkanisation du pays et du contrôle du pétrole par l'Occident. Sistani, qui représente les intérêts de Téhéran, a collaboré au début, puis, voyant qu'il risquait de perdre sa popularité, demande des élections générales immédiates. Il préfère discuter avec Kofi Annan, pour ne pas qu'on le soupçonne de négocier avec les occupants détestés. Si Annan lui dit que les élections doivent être remises à plus tard, il est probable qu'il s'inclinera. Mais si les élections ont lieu et donnent une majorité chiïte, qui empêchera l'Irak de suivre la même voie que l'Iran des années soixante-dix ? En termes de loi

religieuse, c'est clair : Sistani et Al-Sadr veulent tous deux imposer la charia. Mais il ne s'agit pas seulement de religion et de politique : il y a aussi le clientélisme et l'argent, il y a des familles et des tribus liées aux groupes religieux du Sud et qui s'impatientent.

Est-ce la raison pour laquelle les États-Unis ont donné à Saddam Hussein le statut de prisonnier de guerre ? Il est à peu près impossible qu'ils le libèrent, lui ou quiconque de son entourage, avant les élections américaines, mais après ? La loi d'airain des puissances impérialistes est d'agir avant tout dans leur propre intérêt. Dans le cas présent, les deux questions essentielles sont de savoir qui contrôlera le pétrole irakien et combien de temps les troupes étrangères devront rester dans le pays. L'occupation de l'Irak fait du régime de Téhéran un acteur clé dans la région : naguère membre de « l'axe du Mal », ses liens avec Sistani obligent Washington à un rapprochement.

Plusieurs d'entre nous, qui étaient opposés à la guerre, pensaient que l'occupation militaire de l'Irak serait facile mais que les forces d'invasion devraient ensuite faire face à une résistance à plusieurs niveaux. Et chaque jour il devient plus clair que le tendon d'Achille de l'occupation est son incapacité à contrôler une population hostile. Détruire un État par une force militaire écrasante, renverser le gouvernement est une chose. Construire un État est une opération beaucoup plus complexe qui nécessite sinon la docilité de la population, du moins sa bienveillance. La domination américaine pourra-t-elle se maintenir indéfiniment face à une hostilité massive ? Évidemment pas, mais quel que soit le parti au pouvoir, les États-Unis ne peuvent pas non plus se permettre de perdre la face en Irak. Ce serait une énorme gifle pour l'empire, qui fragiliserait sa position dans le monde entier. Si bas que s'inclinent devant Washington les

dirigeants des États arabes voisins, ils se réjouiraient en privé de voir les États-Unis humiliés.

L'ayatollah Sistani a très opportunément demandé que l'on élise une Assemblée constituante pour préparer une nouvelle constitution, laquelle servirait de base pour élire un nouveau gouvernement. Il ne pourra pas temporiser trop longtemps car son rival attend en coulisses et le peuple s'impatiente. Il sait bien que beaucoup de ses partisans admirent la résistance armée.

Les autorités occupantes sont piégées. Financièrement, l'occupation coûte 3,9 milliards de dollars par mois. Politiquement, si elles autorisent des élections libres, elles risquent de se retrouver face à un gouvernement légitime qui demande leur départ du pays. Si elles choisissent de faire des élections truquées, façon Floride, elles ne pourront pas contenir la colère des chiïtes : la résistance armée gagnera le Sud du pays, avec le risque de guerre civile. Militairement, la capture de Saddam n'a pas fait baisser le niveau des pertes américaines et le nombre de dépressions et de suicides des GI's en Irak a atteint des records. L'occupation est devenue intenable, plus vite qu'on aurait pu le prévoir. Si des changements de gouvernement ont lieu à Washington et à Londres, ce ne sera qu'une punition bénigne en regard de ce qui est infligé à l'Irak.

Et l'avenir ? Tôt ou tard, toutes les troupes étrangères devront quitter l'Irak, de gré ou de force. Leur présence, comme celle des grandes entreprises, ne fait qu'attiser la violence. Quand le peuple irakien reprendra en main sa destinée, il décidera des structures internes et de la politique étrangère du pays. On peut espérer qu'il optera pour une combinaison de démocratie et de justice sociale, formule qui a déjà fait ses preuves en Amérique latine, quoi qu'en pense l'empire.

Lors d'un récent voyage au Nouveau Mexique, une amie m'a demandé si j'avais lu quelque chose du romancier américain Cormac McCarthy. À ma honte, j'ai dû admettre que non. « Lis *Méridien de sang* » m'a-t-elle suggéré, « ça va te plaire ». Pendant le long voyage de retour vers Londres, dans l'avion, j'ai plongé dans ce livre. C'est l'une des plus violentes descriptions que l'on puisse trouver dans la littérature sur les débuts de l'Empire américain. Voici par exemple le récit d'un massacre de la population indigène par les pionniers :

Les femmes et des enfants nus criaient et un vieillard avançait en chancelant, brandissant une paire de pantalons blancs. Les cavaliers manœuvraient parmi eux et les frappaient à coups de matraque ou au couteau. Une centaine de chiens hurlaient et couraient comme des fous entre les huttes en se mordant les uns les autres, en attaquant les chiens attachés, et cette folie, ce vacarme duraient depuis le premier moment où les cavaliers étaient entrés dans le village. Déjà plusieurs huttes étaient en feu et toute une longue procession de réfugiés avait commencé à déferler vers le nord, le long du rivage, en gémissant tandis que les cavaliers les pourchassaient comme un troupeau, en frappant les retardataires à coups de gourdins.

Quand Glanton [le chef des assaillants] et ses officiers revinrent à bride abattue vers le village, les gens fuyaient sous les sabots des chevaux, les chevaux se cabraient et des hommes à pied, brandissant des torches, tiraient hors des huttes les victimes dégoulinant de sang, massacraient les mourants et décapitaient ceux qui criaient grâce. (*Méridien de sang ou le rougeoiement du soir dans l'Ouest*, éditions de l'Olivier, 1998)

De telles scènes se passaient au Vietnam. En Irak, on n'a pas atteint ce niveau mais la menace est là. Il n'y aura pas de paix en Irak tant que durera l'occupation. Et pour qu'elle cesse, il faut réactiver le mouvement contre la guerre. À Washington, on craint que la résistance irakienne ne frappe un grand coup juste avant les prochaines élections présidentielles. Dans l'Orient arabe, on craint que Bush et Cheney ne déclenchent l'escalade du conflit pour rester à la Maison Blanche en 2004. Ces deux craintes pourraient bien être aussi fondées l'une que l'autre.

Février 2004

I. Introduction : vivre avec l'ennemi

Pourquoi, en Angleterre et aux États-Unis, des gens par ailleurs intelligents sont-ils surpris d'apprendre que la majorité des Irakiens détestent l'occupation¹ ? Serait-ce qu'aucun de ces deux pays n'a le souvenir d'une occupation, malgré la conquête de la Bretagne par les Romains ? Il y eut d'ailleurs dans ce dernier cas une résistance épisodique dont Agricola, le talentueux proconsul romain, prit conscience peu après son arrivée. Non que les crasseux autochtones aient ignoré les mérites de la civilisation romaine, mais ils n'avaient simplement pas envie d'être gouvernés par des étrangers. Tacite, dans son ouvrage sur Agricola, donne une vivante description de la mentalité impériale. Lors d'une visite aux confins de l'île, Agricola, regardant en direction de l'Irlande, demanda pourquoi cette région n'était pas occupée. On lui répondit qu'elle était faite de marais non cultivables, que ses habitants étaient des sauvages très primitifs et qu'elle n'avait pas grand chose à apporter au grand Empire romain. Le malheureux se fit sévèrement réprimander.

1. Même les girouettes officielles kurdes commencent à s'inquiéter. Ayant par le passé accepté les largesses des Israéliens, du chah d'Iran, de l'ayatollah Khomeiny et des Américains, leurs antennes hypersensibles détectent les moindres

variations de l'atmosphère politique. Se pourrait-il que le nouveau régime colonial mette un terme aux privilèges dont ils jouissaient cependant que le reste de l'Irak était lentement étranglé ?

L'économie n'était pas tout : beaucoup plus important était l'exemple que pouvait donner un pays non occupé. L'île est peut-être arriérée, mais elle est toujours libre.

Les Continentaux de la vieille Europe et les Russes ont une expérience plus récente de l'occupation et de ce qu'elle provoque – une résistance à bien des niveaux. L'appel adressé aux Irakiens, les adjurant de ne pas se battre, de ne pas résister à l'occupation anglo-américaine – émis par les gaullistes français, les Verts et les sociodémocrates allemands, les oligarques russes et autres Européens – sonnait de façon étrange. S'agissait-il simplement de l'arrogance du Nord envers le Sud, ou bien du désir d'apaiser les États-Unis, ou encore d'une façon de voir les Irakiens comme un peuple différent, inférieur, que l'occupation pourrait rendre heureux, comme les Palestiniens ? Peut-être était-ce un mélange des trois. Toujours est-il que les Irakiens ne semblent pas l'avoir entendu.

Les empires oublient parfois contre qui et pourquoi ils partent en croisade, mais il est rare que les peuples occupés éprouvent la même confusion. Pendant la première colonisation de l'Irak, les Anglais créèrent une élite spéciale pour les aider à maintenir la domination impériale sur le pays. C'était après la Première Guerre mondiale, pendant laquelle la Grande-Bretagne avait livré bataille pour le contrôle de la Mésopotamie contre l'Empire ottoman déclinant et essuyé dans l'affaire une grave défaite et plusieurs déconvenues mineures, les troupes coloniales indiennes subissant à chaque fois les pertes les plus sévères.

Dans l'entre-deux-guerres, ce furent les couches défavorisées des villes qui menèrent la résistance. Aujourd'hui, les rapports qui émanent de Bagdad et de Bassora montrent que si les commerçants et les trafiquants sont prêts à vivre avec l'occupation, les pauvres, eux, la tiennent pour une honte nationale.

Et si les plans concoctés par le vice-roi Bremer sont mis à exécution, ce qui aboutirait à vendre à perpétuité le pétrole irakien à des exploitants étrangers pour payer l'énorme coût de la guerre et de l'occupation, même les marchands commenceront à grogner. En dehors d'Ahmed Chalabi et de ses sbires, peu d'Irakiens sont prêts à perdre le contrôle de leur pétrole. Si l'on faisait un référendum sur cette question, 90 % de la population voterait pour un contrôle irakien du pétrole irakien.

Mais ce nouvel impérialisme intervient dans une époque d'économie néolibérale. Tout va être privatisé, y compris la société civile. Quand les villes irakiennes seront « sécurisées » (si jamais cela se produit), les ONG s'abattront sur l'Irak comme une nuée de sauterelles. On achètera les intellectuels et les activistes de toutes tendances et on leur fera écrire de méchants libelles sur des sujets sans intérêt autre qu'académique. L'effet est de neutraliser toute opposition potentielle, ou plus exactement de la confisquer pour la canaliser dans la bonne direction. Le message des donateurs est clair : faites autant de bruit que vous voulez, mais si vous entreprenez quelque chose de réellement politique qui risque d'affecter sérieusement l'État néolibéral, on vous coupera les fonds. C'est ainsi que l'on interdit la participation à des activités politiques sérieuses. Ce système, qu'on appelle la « société civile », ou la « démocratie réelle de terrain » (*real grass-roots democracy*), est plus propre et plus convivial que n'importe quel parti politique. Ceux qui en profitent sont peu nombreux, et les salaires des ONG sont payés par l'Occident pour que cette situation perdure. Quelques ONG se rebiffent contre cette tendance et s'engagent dans des projets sérieux, mais ce sont des exceptions. En Égypte et au Pakistan, certaines expériences à long terme ont donné des résultats honorables. Mais là, ce sont des

groupes religieux qui ont pris le relais, qui ont comblé le vide et prêchent contre la toute-puissance du consumérisme. Dans ces pays, tous deux sous dictature militaire, il n'existe pas d'opposition laïque active.

Dans d'autres régions, les régimes militaires ont été gentiment remplacés par une nouvelle forme de domination. Démocratie capitaliste = privatisation + « société civile ». Cette formule éprouvée a déjà ravagé une bonne partie de l'Amérique latine et la totalité de l'Afrique. La dictature du capital est beaucoup plus résistante que la dictature militaire. Elle menace de s'abattre sur l'Irak. Va-t-elle réussir ?

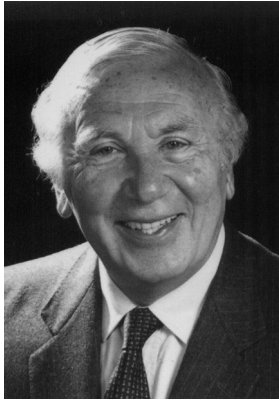
L'occupation n'en est encore qu'à ses tout débuts. Ses objectifs sont simples : imposer en Irak la privatisation et un régime politique pro-occidental. Mais sa capacité à y parvenir de façon durable est limitée par l'histoire et la conscience du peuple irakien. Ce qui ne veut pas dire que tout le pays aspire à une guerre prolongée. Ce serait plutôt le contraire : si les forces d'occupation réussissent à stabiliser le pays, si les services de première nécessité sont rétablis et si l'on parvient à un semblant de retour à la normale, un système de type Vichy dirigé par des chacals locaux peut réussir à s'imposer, ne serait-ce que provisoirement. Il existe quelques petits chacals hargneux, très remontés contre ceux qui ne partagent pas leur vision de l'occupation libératrice, mais politiquement assez habiles en dépit du fait qu'ils n'ont aucun soutien dans le pays.

Mais rien n'est possible tant qu'il restera une résistance armée. S'il est vrai que cette résistance est menée pour l'essentiel par les baassistes dans la région de Bagdad, ils ne sont pas les seuls impliqués et les reporters occidentaux reconnaissent qu'en privé, tout le monde se réjouit quand tombe un soldat des forces d'occupation. Et si le conflit ne se termine pas rapidement, on verra sans doute émerger une

résistance nationale beaucoup plus large, car les autres organisations commencent à craindre que les baassistes ne regagnent leur crédibilité dans des couches importantes de la population. Si le Parti communiste irakien, une partie des mouvements kurdes et les chiïtes s'en mêlent, il sera quasi impossible pour les États-Unis de tenir indéfiniment l'Irak.

Si l'agitation persiste dans la région de Bagdad et si la hiérarchie chiïte refuse de passer un « accord sérieux » avec Bremer – c'est-à-dire de faire totalement soumission – les États-Unis risquent de n'avoir d'autre solution qu'une balkanisation rapide. Elle consisterait à redessiner les lignes tracées dans le sable au moment de la création du pays et à former trois protectorats, sur le modèle des trois *vilayets* ottomans de Bagdad, Bassora et Mossoul. On aurait ainsi une entité kurde qui contrôlerait le pétrole et la région se trouverait plongée dans d'horribles guerres civiles suivies de nettoyages ethniques : il y a deux millions de Kurdes qui vivent à Bagdad. Mais les politiciens impérialistes s'embarrassent rarement de véritables considérations humanitaires. Ils pourraient bien considérer que la solution du protectorat est la plus sûre à moyen terme. L'actuelle division du pays en trois régions a créé la possibilité d'une partition de facto de l'Irak. Si Karbala devient la capitale d'un État islamique du Sud, cela aidera indiscutablement à la conclusion d'un accord sur la sécurité avec la République islamique d'Iran. L'empire pourra-t-il tolérer pareil affront ? Et les militaires turcs accepteront-ils l'entité kurde, ou faudra-t-il qu'elle devienne un protectorat israélien, comme la Jordanie ? Et Bagdad ? À nouveau aux mains des baassistes ? Autant de scénarios possibles s'il n'émerge pas une nouvelle opposition.

Dans les pays occupés ou déchirés par la guerre, ce sont les enfants qui supportent le plus mal la



Nizar Kabbani

présence étrangère, ce qui pose de graves problèmes à leurs parents. En 1857, lors du premier grand soulèvement contre les Anglais en Inde, les enfants se firent des messagers courageux qui portaient les missives de village en village. Ils jouèrent également un rôle important dans la guerre d'Algérie, un siècle plus tard. Pendant une visite à Hanoï en 1966, au plus fort des raids aériens

américains, je me souviens que la ville paraissait étrange, comme hantée. Et j'ai compris pourquoi : il n'y avait pas d'enfants. Ils avaient tous été évacués, la plupart contre leur gré. Je n'en ai vu que dans les villages de l'intérieur. Leurs maîtres se plaignaient amèrement de ce qu'ils refusaient d'étudier dans les écoles improvisées dans des grottes et des galeries souterraines. La seule façon de les amener à travailler était de noter les devoirs en avions et hélicoptères abattus. Les instituteurs palestiniens ont utilisé de la même façon les pierres et les chars israéliens.

Pendant ces dernières années, les enfants ont été en première ligne dans la résistance en Palestine. Le poète syrien Nizar Kabbani les appelle « les enfants des pierres », applaudissant leur courage et leur disant de ne pas écouter les dirigeants arabes modérés qui les ont toujours trahis. Dans « Je suis avec le terrorisme », l'un de ses derniers poèmes politiques écrit un an avant sa mort en 1998, il retourne l'étiquette de « terroristes » contre ceux qui l'utilisent pour justifier la tyrannie et l'occupation. Le « terrorisme » auquel Kabbani s'identifie n'est pas celui du 11 septembre ou des attentats aveugles. Sa propre femme, Balkis al-Rawi, a été tuée quand les moud-

jahidines pro-iraniens ont fait sauter l'ambassade irakienne au Liban, pendant la guerre Iran-Irak. Le poète était sorti acheter des journaux. À son retour, sa bien-aimée était morte. Son souvenir est présent dans nombre de ses poèmes, cette tragédie a marqué le reste de sa vie. Pour lui, le mot « terrorisme » est utilisé par les oppresseurs pour discréditer les mouvements de libération nationale. C'était là quelque chose qu'il ne pouvait laisser faire : il l'a écrit dans un poème, sorte de bouteille à la mer dédiée à la jeunesse palestinienne et à une nation arabe qui a oublié son propre nom :

De terrorisme on nous accuse
Si nous osons prendre défense
De notre femme et de la rose
Et de l'azur et du poème
Si nous osons prendre défense
D'une patrie sans eau sans air
D'une patrie qui a perdu
Sa tente et sa chamelle
Et même son café noir.

De terrorisme on nous accuse
Quand nous décrivons les dépouilles
D'une patrie
Décomposée et dénudée
Et dont les restes en lambeaux
Sont dispersés aux quatre vents
D'une patrie
Cherchant son adresse et son nom
D'une patrie qui nous défend
D'écouter les informations
Ou d'acheter quelque journal
D'une patrie où les oiseaux
Sont censurés dans leurs chansons
D'une patrie où, terrifiés,

Les écrivains ont pris le pli
 D'écrire la page du néant
 D'une patrie
 Qui ressemblerait dans sa forme
 À la poésie
 Dans notre pays
 Sorte de langage égaré
 Improvisé
 Sans aucun lien avec les êtres
 Sans aucun lien avec leur terre
 Ni avec les problèmes
 Dans lesquels ils se débattent vainement
 D'une patrie allant pieds nus
 Et sans aucune dignité
 Vers la paix négociée
 D'une patrie
 Où les hommes pris de panique
 Ont fait pipi dans leurs culottes
 Et où ne restent que les femmes.

Le sel amer est dans nos yeux
 Et sur nos lèvres,
 Il est dans nos propres propos.
 Notre âme a-t-elle été touchée
 De stérilité héritée
 Léguée par la tribu Kahtane ?
 Dans notre nation
 Il n'y a plus de Mu'awya
 Plus de Abou Sufiane
 Plus personne pour crier « Gare » !
 À la face de ceux qui ont abandonné
 À autrui notre foyer
 Et notre huile et notre pain
 Transformant notre maison
 Si heureuse en capharnaüm.
 Il ne reste plus rien de notre poésie
 Qui n'ait sur le lit du tyran

Perdu sa virginité.
 Du mépris nous avons pris
 Le pli de l'habitude.
 Que reste-t-il donc de l'homme
 Lorsqu'il s'habitue au mépris ?
 Je recherche dans les feuilles de l'Histoire
 Ousaman Ibn Munkid
 Okba Ibn Nafi'
 Je recherche Omar
 Je recherche Hamza
 Et Khalid chevauchant
 Vers la Grande Syrie
 Je recherche al-Mu'tacim
 Sauvant les femmes
 De la barbarie des envahisseurs
 Et des furies des flammes
 Je recherche dans ce siècle attardé
 Et ne trouve dans la nuit
 Que des chats apeurés
 Craignant pour leur personne
 Le pouvoir des souris.
 Avons-nous été atteints
 De nationale cécité ?
 Ou bien tout simplement
 Souffrons-nous de daltonisme ?

De terrorisme on nous accuse
 Quand nous refusons notre mort
 Sous les râteaux israéliens
 Qui ratissent notre terre
 Qui ratissent notre Histoire
 Qui ratissent notre Évangile
 Qui ratissent notre Coran
 Et le sol de nos prophètes.
 Si c'est là notre crime
 Que vive le terrorisme !

De terrorisme on nous accuse
Si nous refusons que les Juifs
Que les Mongols et les Barbares
Nous effacent de leur main.
Oui, nous lançons des pierres
Sur la maison de verre
Du Conseil de sécurité
Soumis à l'empereur suprême.

De terrorisme on nous accuse
Lorsque nous refusons
De négocier avec les loups
Et de tendre nos deux bras
À la prostitution.
L'Amérique
Ennemie de la culture humaine
Elle-même sans culture,
Ennemie de l'urbaine civilisation
Dont elle-même est dépourvue,
L'Amérique
Bâtisse géante
Mais sans murs.

De terrorisme on nous accuse
Si nous refusons un siècle
Où ce pays de lui-même satisfait
S'est érigé
En traducteur assermenté
De la langue des Hébreux.

Je suis avec le terrorisme
Aussi longtemps que le nouvel ordre mondial
Hait jusqu'à l'odeur d'un Arabe.
Je suis avec le terrorisme
Aussi longtemps que le nouvel ordre mondial
Veut massacrer mes descendants
Et les donner à manger aux chiens.

Pour tout cela
J'élève la voix très haut :
Je suis avec le terrorisme
Je suis avec le terrorisme
Je suis avec le terrorisme

Londres, 15 avril 1997
(traduit par Mustapha El Kasri)

En faisant d'Ariel Sharon un co-leader de la « guerre contre le terrorisme », le régime de Washington a sciemment brouillé la distinction entre libération nationale et terreur. Le résultat a été catastrophique. Il ne se passe pas un jour sans que je ne reçoive un message d'Israël ou de Palestine m'informant de la dernière atrocité en date. Le matériel dans mon ordinateur suffirait à remplir deux gros volumes de preuves dans un procès pour crimes de guerre. L'un de ces messages, qui m'est parvenu le 9 juillet 2003, n'est pas le plus représentatif car il n'y a pas de petit enfant parmi les victimes. Il m'a été envoyé par le *Palestine Monitor* :

Dans les premières heures de la journée, des forces spéciales israéliennes et des soldats sont entrés dans la ville de Burguin, en Cisjordanie. Ils ont tué un homme, gravement blessé sa femme, et ont arrêté un autre Palestinien. L'armée israélienne a affirmé que des coups de feu avaient été tirés contre les soldats qui n'avaient fait que riposter, mais d'après tous les témoins palestiniens ce n'est pas vrai.

« Les soldats sont entrés dans le village et ont pénétré dans la maison voisine de la nôtre. Ma femme et moi, nous étions en train de dormir sur le toit, quand soudain nous avons entendu des coups de feu. Nous sommes immédiatement entrés

dans notre maison. Les tirs se sont vite arrêtés, en tout pas plus de quatre coups. Dix minutes plus tard, on a sonné chez nous : c'étaient Iyad et sa femme. Ils avaient rampé jusqu'à notre porte, ils étaient couverts de sang et saignaient encore. Nous avons appelé une ambulance, qui a fini par arriver. Les médecins ont dit que les soldats ne les avaient bloqués qu'une dizaine de minutes.

Nous sommes allés voir le père d'Iyad pour savoir ce qui s'était passé. Il nous a dit que les soldats étaient entrés dans la maison et avaient arrêté Fadi, son fils de vingt ans. Iyad, son autre fils, et Khaloud, la femme d'Iyad, dormaient sur un lit dans le jardin avec leurs trois enfants car il faisait trop chaud dans la maison. Les soldats, après avoir arrêté Fadi, les ont vus et ont ouvert le feu. Il n'y a pas eu d'autres tirs que ceux des Israéliens. Nous avons vu le matelas où dormait le couple : il était couvert de sang. »

Iyad est mort à l'hôpital de Naplouse, des suites de ses blessures au cou et aux bras. Khaloud a été atteinte au visage. Elle est actuellement à l'hôpital dans un état grave mais stable. Leurs enfants, dont le plus âgé a cinq ans, sont indemnes.

Avec de tels événements qui surviennent tous les jours depuis le 11 septembre, comment un être doué de raison peut-il s'étonner de ce que les jeunes brûlent de rejoindre les mouvements de résistance ? Il y a chez les enfants une pureté, une intégrité morale qui justifient le combat. Le moindre cheveu de leur tête vaut plus que tous ceux qui se permettent de les juger, sans parler de leurs assassins.

Que pensera le petit garçon de cinq ans qui a échappé aux balles, quand il grandira et apprendra comment on a tué son père et défiguré sa mère ? Si tant est qu'il atteigne l'âge adulte. Est-ce la raison pour laquelle



À gauche : « L'une des images les plus immondes de la guerre d'Irak est celle de Blair embrassant un petit garçon irakien. Que n'embrassait-il le cadavre déchiqueté d'un enfant irakien ou le corps mutilé d'un autre ? » Harold Pinter.

À droite : Le Dr Assid examinant un jeune garçon admis à l'hôpital de Nassiriya, après l'explosion d'une bombe-fille lâchée par une bombe à fragmentation, avec laquelle il jouait.

l'armée israélienne prend pour cible de jeunes enfants ? S'agit-il de tuer de futurs « terroristes » ? Ou bien est-ce un hommage des militaires israéliens à Malthus ? On ne peut plus croire qu'il s'agisse d'accidents. C'est une volonté systématique de détruire les Palestiniens en tant que force politique. Et les États-Unis sont complices, et totalement indifférents aux souffrances des Palestiniens. L'Europe est trop figée par son sentiment de culpabilité envers les Juifs pour s'élever contre les auteurs de ces crimes. Les dirigeants occidentaux, incapables d'agir eux-mêmes, cherchent à passer les menottes aux Palestiniens pour qu'ils ne puissent même pas se défendre.

Et voici qu'une situation analogue émerge dans certaines régions d'Irak. Les soldats américains démolissent des maisons avec des bulldozers pour punir des familles dont les fils ou les pères sont soupçonnés d'appartenir à la résistance. On voit des images qui rappellent la Palestine : de jeunes garçons, les mains menottées dans le dos, interrogés par des soldats



Imitation des procédés de l'armée israélienne en Palestine : une pelle mécanique américaine détruit une maison dans la ville de Ramadi, à 90 km à l'ouest de Bagdad.

américains. Comme du temps des colonies, des politiciens occidentaux embrassent devant les photographes des enfants soigneusement sélectionnés. Inutile de se demander comment les enfants d'Irak vivent l'occupation. Tous les reportages et les messages de mes amis irakiens nous informent que les enfants des quartiers pauvres des villes de Mésopotamie défient sans cesse les occupants, exprimant d'un sourire moqueur ce que leurs parents et leurs aînés murmurent en privé. Ces enfants qui passent leurs années formatrices sous occupation étrangère sont ceux qui lanceront une nouvelle Intifada dans un avenir pas très lointain.

Ce livre traite de l'histoire arabe et irakienne, et de la politique mondiale. Sans connaissance du passé, il est impossible de comprendre ce qui se passe aujourd'hui. L'histoire est ici présentée comme un avertissement aux occupants et aux résistants. L'occupant y apprendra que l'Irak a une très longue tradition de lutte contre les empires. Le résistant pourra,

je l'espère, éviter de reproduire les erreurs et les tragédies qui ont créé les conditions de l'occupation. Je ne suis pas de ceux qui pensent que les désastres qui se sont abattus sur le monde arabe sont tous des conséquences des interventions occidentales. Pour remporter ses victoires, l'Occident a souvent exploité les faiblesses arabes. Il sera longuement question dans ce livre des blessures que les Arabes se sont infligées, car si l'on n'en comprend pas les causes, il sera impossible d'avancer. Le leader communiste pendu en 1948 par les chacals de l'époque parlait d'Irak libre et de Peuple heureux. Hormis l'année 1958, la liberté et le bonheur n'ont jamais coexisté en Irak. Une nouvelle phase s'ouvre dans l'histoire du pays. Si les vieilles erreurs se reproduisent, l'ennemi profitera de nos faiblesses pour nous détruire, tel une colonie de termites.